

Déclaration de M. Kambale Musavuli

Militant des droits humains, analyste au Centre de Recherche sur le Congo-Kinshasa, et cofondateur de Aether Strategies

Série de dialogues sur l'Afrique 2025

Sous-thème 3 : Guérison et réparations pour une justice socio-économique

Mercredi 21 mai 2025 | Siège des Nations Unies et en ligne

Excellences,

Distingués délégués,

Représentants des États membres, de l'Union africaine et de la société civile,

Frères et sœurs, amis et camarades,

Je m'adresse à vous aujourd'hui non seulement en tant que fils de l'Afrique, du Congo, mais aussi en tant que témoin des crimes générationnels qui continuent de façonner nos vies. Je parle au nom des communautés qui portent le poids de siècles de violence, de déplacement et de pillage systémique.

Le thème de l'Union africaine pour 2025, « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par le biais de réparations », doit être plus qu'un simple slogan. Il doit représenter un engagement à déraciner les structures de domination qui continuent de nous exploiter. Il doit être une confrontation lucide avec la réalité : les systèmes qui ont donné naissance à la traite transatlantique des esclaves n'ont pas été démantelés. Ils ont été numérisés, militarisés et mondialisés.

Soyons clairs : les réparations ne sont pas seulement une question raciale, elles sont une question de classe.

Tout au long de l'histoire, ce sont les élites africaines, hier comme aujourd'hui, qui ont collaboré avec les forces impérialistes pour trahir leur propre peuple. La traite transatlantique des esclaves n'a pas été imposée uniquement par l'Europe ; elle a été rendue possible par des aristocrates africains qui ont échangé des vies humaines contre des armes et de la richesse. Aujourd'hui, cette même classe, vêtue de costumes au lieu de robes traditionnelles, collabore avec des puissances étrangères, des multinationales et des institutions financières pour maintenir l'ordre extractif. Ils signent des contrats, approuvent des prêts, répriment les résistances, puis viennent parler de justice dans des forums internationaux alors qu'ils sont liés aux mêmes forces que nous cherchons à combattre.

C'est pourquoi nous devons affirmer que les réparations ne peuvent être mises en œuvre par des élites ennemies du processus. Si l'agenda des réparations leur est confié, il sera dévoyé, dilué et domestiqué. Ce travail doit être dirigé par le peuple, approprié par le peuple, et construit à travers le pouvoir politique des classes populaires et des opprimés. Ce n'est qu'à

cette condition que l'on pourra garantir transparence, durabilité et transformation, pas simplement des transactions.

Cette contradiction est flagrante au Soudan, où la compétition impérialiste pour l'or et le territoire alimente une guerre brutale, facilitée par des collaborateurs locaux et des profiteurs globaux. Le peuple soudanais n'a pas besoin de nouvelles déclarations humanitaires. Il a besoin que le système international cesse de parrainer la destruction. Les réparations pour le Soudan commencent par la fin des ingérences étrangères, la responsabilisation des profiteurs de guerre, et le soutien à la souveraineté populaire soudanaise, pas à des accords d'élites ni à des pactes extractifs.

Il en va de même pour la République démocratique du Congo, où, malgré les horreurs des trois dernières décennies, le Rapport Mapping des Nations Unies, qui documente plus de 600 violations graves de droit de l'homme et du droit international entre 1993 et 2003, reste classé sans action. Ces crimes, dont beaucoup pourraient être qualifiés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de génocide, ne peuvent être effacés par le silence. La mise en œuvre des recommandations de ce rapport n'est pas une demande, c'est une exigence.

Et que dire du système financier mondial ? Nous vivons sous un régime d'apartheid économique, où les nations africaines sont punies par des agences de notation, étranglées par la dette et pillées par des flux financiers illicites. Les mêmes pays qui ont jadis trafiqué nos corps trafiquent aujourd'hui notre avenir à travers l'extraction et la surveillance.

Face à cela, le panafricanisme, tel que défini par le Cinquième Congrès panafricain de Manchester en 1945, doit être notre boussole. Ce congrès déclarait : « *Nous sommes déterminés à être libres. Nous voulons le droit de nous gouverner à notre manière.* » Aujourd'hui, notre liberté exige que nous gouvernions nos ressources, nos technologies, nos histoires, et notre processus de réparations selon nos propres termes.

Cela inclut :

1. Le développement réparateur, et non l'aide conditionnelle.
2. L'annulation de la dette et le démantèlement de l'étouffement financier mondial.
3. La restitution du patrimoine culturel volé et la guérison psychologique par la vérité et la reconnexion culturelle.
4. La souveraineté numérique, où les Africains contrôlent leurs données, plateformes et récits.

Rappelons-nous aussi que nous ne partons pas de zéro. Le Plan en dix points de la CARICOM, la Déclaration d'Accra de l'UA, la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (IDPAD en anglais), et les mouvements de jeunesse à travers le continent nous offrent des repères. Mais la mise en œuvre doit venir d'en bas, pas des élites compradores, mais de celles et ceux qui sont directement touchés.

Alors que nous commémorons le centenaire de Patrice Lumumba, Malcolm X et Frantz Fanon, nous nous rappelons que notre liberté doit être conquise, de manière délibérée, audacieuse et collective. Ces visionnaires, enfants de l’Afrique, nous ont appelés à l’autodétermination et à l’internationalisme. Leurs esprits révolutionnaires résonnent encore du Sahel aux Caraïbes, de Kinshasa à Oakland, d’Accra à Port-au-Prince.

Que leur mémoire alimente notre feu.

Déclarons-le clairement :

La justice différée est un génocide nié !

La justice dirigée par des élites est une trahison !

Mais la justice bâtie par le peuple, voilà le panafricanisme incarné !

Je vous remercie.

Biographie

Kambale Musavuli est un éminent militant des droits humains, analyste politique et panafricaniste engagé pour la justice, la souveraineté et les réparations pour les Africains et les personnes d’ascendance africaine. Il est le fondateur et directeur général de Aether Strategies, une société de conseil stratégique et d’innovation axée sur la gouvernance, la transformation numérique et l’impact social à travers l’Afrique. Originaire de la République démocratique du Congo, il milite depuis plus de vingt ans contre l’exploitation systémique des ressources et des peuples africains.

Il est également le porte-parole du Centre de recherche sur le Congo-Kinshasa, un organisme indépendant de recherche et de plaidoyer documentant les évolutions politiques, économiques et sociales en RDC. À travers ce travail, Musavuli a contribué à exposer les réseaux mondiaux d’extraction, de militarisation et d’impunité qui alimentent l’instabilité du Congo, tout en promouvant un développement décolonisé, une paix durable et une justice réparatrice.

Tout au long de sa carrière, il a mené des campagnes d’éducation populaire, animé des dialogues politiques et soutenu des actions de solidarité en Afrique, en Europe et dans les Amériques – avec un accent particulier sur la souveraineté numérique, le coût de l’extraction, et la coopération Sud-Sud. Il a notamment collaboré avec des institutions telles que l’UCLA, plaidé devant les Nations Unies, et mobilisé les diasporas africaines autour d’un agenda libérateur.

Contact : info@kambale.com

Réseaux sociaux : [@kambale \(X\)](#), [@kambalem \(Instagram\)](#), [Kambale Musavuli \(Facebook / LinkedIn\)](#)